

Art. 10. Alle maatregelen worden genomen om de woekering van insecten en de proliferatie van knaagdieren te voorkomen.

HOOFDSTUK IV. — *Preventie van ongevallen en brand*

Art. 11. Vóór de uitvoering van het project en bij elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhoudt, pleegt de uitbater via de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 12. Het materiaal voor brandbestrijding is in goede staat van werking, tegen vorst beschermd, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

Art. 13. § 1. In de werkplaats worden de ontvlambare vloeistoffen verwijderd van haarden of warmtebronnen.

§ 2. Het is verboden ontvlambare vloeistoffen op te slaan in de houtopslagplaats.

Art. 14. Het openvuurverbod en het rookverbod worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven in de lokalen van de inrichting.

HOOFDSTUK V. — *Lucht*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 15. Afval van onbehandeld hout, d.w.z. stukken natuurlijk hout - schors inbegrepen - of samengeperste blokken van schaafkrullen en zaagsel, met uitsluiting van alle geverfd, governed, geperst of verbeterd hout, of van hout dat bewaringsproducten bevat (ook brandwerende), mag uitsluitend in het kader van de energetische valorisatie als brandstof gebruikt worden.

Het vorige lid ontnemt de exploitant de mogelijkheid niet om over een installatie te beschikken voor de verbranding van bepaalde andere soorten afval dan die bedoeld in het vorige lid, voorzover hij in het bezit is van de vergunning die vereist wordt voor dat type installatie.

Het is verboden zaagsel en schaafkrullen te verbranden in vaten en houtkachels.

Art. 16. Uitstoten in de lucht vinden plaats op minstens één meter boven het niveau van de top van het dak van het gebouw waar de werkplaats zich bevindt, en op één meter boven het niveau van de hoogste top van de daken van de gebouwen gelegen op 15 meter van de schoorsteen.

HOOFDSTUK VI. — *Lawaai*

Art. 17. Als de inrichting gelegen is in een woongebied of in een woongebied met een landelijk karakter, is het verboden de machines te gebruiken, te hameren of te spijken tussen 19 en 7 uur, op zaterdag namiddag, zondag en feestdagen.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 18. De rapporten van de instellingen of de diensten die de krachtens de artikelen 11 en 12 van dit besluit voorgeschreven controles hebben uitgevoerd, worden door de exploitanten ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

In afwijking van het vorige lid zijn de artikelen 3 en 4 van toepassing op de inrichtingen die vóór 1 januari 2007 bestaan.

In afwijking van het eerste lid kan de bevoegde overheid de inrichting onderwerpen aan voorwaarden die niet zo streng zijn als deze voorwaarden voorzover de doelstelling bedoeld in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvvergunning gehaald wordt.

Art. 20. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1896

[C — 2003/27327]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles des ateliers de travail du bois et de fabrication d'articles en bois

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.294/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux ateliers de travail du bois et de fabrication d'articles de bois visés par la rubrique 20 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, à l'exclusion de la rubrique 20.10.02 relative à l'imprégnation du bois.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. § 1^{er}. Tout atelier situé dans un local fermé, contigu à un local servant de logement, est séparé de celui-ci par des murs, plafonds, cloisons, présentant une résistance au feu d'au moins une heure.

§ 2. Les portes entre les locaux habités et l'atelier ou l'entrepôt de bois se ferment automatiquement et ont un degré de résistance au feu d'au moins une demi-heure.

§ 3. Les locaux habités comportent un accès indépendant de l'atelier.

Art. 4. Les installations de dépoussiérage et leurs abords sont accessibles. Elles sont maintenues en état de fonctionnement.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Atelier

Art. 5. § 1^{er}. Afin d'éviter que les riverains ne soient incommodés, les sciures, copeaux ou poussières résultant de l'activité sont :

1° soit aspirés à l'endroit de leur production, récoltés dans des sacs ou autres récipients et stockés dans un local fermé ou amenés directement dans un silo hermétique;

2° soit conduits à l'état humide vers des entrepôts.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux ateliers installés à l'air libre.

§ 2. Les déchets combustibles et les chiffons de nettoyage sont entreposés dans un récipient prévu à cet effet, et régulièrement évacués, sans dispersions pour le voisinage.

Art. 6. Les abords immédiats du lieu de stockage des sciures, copeaux ou poussières, ainsi que les chemins, les aires de chargement et de déchargement, sont nettoyés régulièrement.

Section 2. — Dépôt de bois

Art. 7. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout dépôt de bois non visé par la rubrique 63.12.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 8. Si le dépôt de bois est situé à l'air libre, il est distant de deux mètres de toute propriété voisine. La distance est mesurée horizontalement. A défaut de pouvoir respecter cette distance, un dispositif de sécurité est prévu par le permis d'environnement.

Les tas de bois situés à l'extérieur doivent être disposés de manière à éviter toute instabilité.

Art. 9. Le local d'entreposage des bois ne peut se situer en-dessous ou à l'intérieur d'un bâtiment ou d'un local contenant un dépôt de substances inflammables.

Le local d'entreposage des bois est séparé de tout bâtiment étranger à l'exploitation par une distance faisant éventuellement l'objet de conditions particulières. Cette distance peut être réduite par l'interposition d'un écran de sécurité.

L'écran de sécurité est constitué en matériaux présentant une résistance au feu d'au moins une heure, destiné à ralentir la propagation du feu en cas d'incendie dans le dépôt de bois.

L'écran de sécurité a une hauteur minimale de 2 mètres et dépasse d'au moins 50 centimètres la hauteur des piles de bois.

Art. 10. Toutes les mesures sont prises pour empêcher la pullulation d'insectes et la prolifération des rongeurs.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 11. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 12. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

Art. 13. § 1^{er}. L'introduction de liquides inflammables dans l'atelier doit éviter la proximité de foyers ou de sources de chaleur.

§ 2. Il est interdit de stocker des liquides inflammables dans le dépôt de bois.

Art. 14. L'interdiction de feu nu et l'interdiction de fumer sont signalées au moyen des pictogrammes réglementaires dans tous les locaux de l'établissement.

CHAPITRE V. — Eau

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 15. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne s'appliquent pas au présent chapitre.

Art. 16. Le présent chapitre s'applique aux installations ou activités reprises aux rubriques :

1° n° 20.20.01 : fabrication de panneaux de bois lorsque la puissance installée des machines est supérieure à 20 kW;

2° n° 20.20.02 : fabrication de panneaux de bois lorsque la capacité de production est supérieure à 1 000 T/jour, et concerne uniquement l'industrie du panneau de fibres.

Art. 17. L'échantillonnage des eaux pluviales recueillies à l'aval des zones de stockage de matières premières de l'entreprise doit tenir compte des conditions climatiques exceptionnelles définies par l'IRM. La période de retour de telles conditions est définie comme annuelle. Dans ce cas, les dépassements de 50 % pour moins de vingt-quatre heures des paramètres suivants sont autorisés : DBO5, DCO, MeS, MS.

Section 2. — Conditions de déversement

Sous-section 1^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaire

Art. 18. Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 5,5 et 8. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 8 ou inférieur à 5,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 50 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 400 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 120 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de deux heures);

6° la teneur en hydrocarbures apolaires extractibles en CCl₄ ou par un autre solvant perhalogéné compatible avec l'analyse par IR ne peut excéder 5 mg/l;

7° la teneur en détergents totaux ne peut excéder 3 mg/l;

8° la température ne peut excéder 30 °C;

9° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque. En cas de doute cela peut être constaté en versant l'échantillon dans une ampoule à décanter et en vérifiant ensuite si les deux phases peuvent être considérées;

10° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE du Conseil, du 4 mai 1976, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune. Les exploitants sont tenus, le cas échéant, de fournir lors de leur demande de permis d'environnement, des données complètes à cet égard;

11° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées.

Sous-section 2. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 19. Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9,5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9,5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

3° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;

4° la température ne peut excéder 45 °C;

5° la taille des matières en suspension ne peut excéder 10 mm;

6° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque. En cas de doute cela peut être constaté en versant l'échantillon dans une ampoule à décanter et en vérifiant ensuite si les deux phases peuvent être considérées;

7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

8° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE du Conseil, du 4 mai 1976, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune. Les exploitants sont tenus, le cas échéant, de fournir lors de leur demande de permis d'environnement, des données complètes à cet égard.

Sous-section 3. — Volumes de référence

Art. 20. Le volume de référence est de :

1° 18 m³ par tonne de produit fabriqué (en circuit ouvert);

2° 0,1 m³ par tonne de produit fabriqué (en circuit fermé).

CHAPITRE VI. — Air

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 21. Les chutes de bois non traités, c'est-à-dire des morceaux de bois naturel – y compris l'écorce – ou les briquettes comprimées de copeaux et sciures, à l'exclusion de tout bois peint, vernis, aggloméré ou perfectionné, ou comportant des produits de conservation (y compris ignifuge), peuvent être utilisés comme combustibles, strictement dans un but de valorisation énergétique.

L'alinéa précédent ne porte pas préjudice à la possibilité pour l'exploitant de disposer d'une installation permettant la combustion de certains types de déchets autres que ceux autorisés à l'alinéa précédent pour autant qu'il ait obtenu le permis requis pour ce type d'installation.

La combustion de sciure et copeaux est interdite dans les tonneaux et poêles à bois.

Art. 22. Les rejets dans l'atmosphère se font au moins 1 mètre au-dessus du niveau du faîte du toit du bâtiment abritant l'atelier et 1 mètre au-dessus du niveau du plus haut faîte des toits des bâtiments situés à moins de 15 mètres de la cheminée.

Section 2. — Dispositions spécifiques à la fabrication de panneaux de bois

Art. 23. Les dispositions de la présente section s'appliquent aux établissements visés par les rubriques 20.20.01 et 20.20.02 de l'annexe I^e de l'arrêté du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 24. Avant d'être rejeté à l'extérieur, l'air d'aspiration des sciures, copeaux ou poussières passe par un dispositif de dépoussiérage conçu de telle sorte que la concentration en poussières totales dans les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère ne dépasse pas 50 mg/Nm³.

Dans le cas des effluents en provenance des ponceuses, cette valeur est ramenée à 10 mg/Nm³.

Ces valeurs limites - ramenées aux conditions normales de l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement - doivent être respectées sans dilution autre que celle nécessaire à la bonne marche des installations.

CHAPITRE VII. — Bruit

Art. 25. Si l'établissement est situé en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural, tout travail aux machines ainsi que toute activité de martelage ou de clouage sont interdits entre 19 heures et 7 heures, ainsi que les samedis après-midi, les dimanches et jours fériés.

Les conditions particulières peuvent déroger à l'alinéa précédent, pour autant qu'elles permettent le respect des conditions générales en matière de bruit.

CHAPITRE VIII. — Contrôle et auto-surveillance

Art. 26. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports établis par les organismes ou les services qui ont effectué les contrôles prescrits par les articles 11 et 12 des présentes conditions.

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoire et finale

Art. 27. L'arrêté royal du 4 septembre 1985 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de l'industrie des panneaux en fibres de bois dans les eaux de surface ordinaires est abrogé.

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 3 et 4 s'appliquent aux établissements existants le 1^{er} janvier 2007.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'autorité compétente peut soumettre l'établissement existant à des conditions moins sévères que les présentes conditions pour autant que ces conditions atteignent l'objectif visé à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 29. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1896

[C — 2003/27327]

3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Werkstätten des Holzgewerbes und für die Herstellung von Holzwaren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikeln 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 34.294/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die Werkstätten des Holzgewerbes und für die Herstellung von Holzwaren im Sinne der Rubrik 20 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe, mit Ausnahme der Rubrik 20.10.02 bezüglich der Imprägnierung des Holzes anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften versteht man unter bestehendem Betrieb jeglichen Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglichen Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - § 1. Jede Werkstatt in einem geschlossenen Raum, die an einen Raum angrenzt, der zu Wohnzwecken dient, wird von diesem Raum durch Mauern, Decken, Wände getrennt, die eine Feuerbeständigkeit von mindestens 1 Stunde aufweisen.

§ 2. Die Türen zwischen den bewohnten Räumen und der Werkstatt oder dem Holzlager schließen automatisch und weisen einen Feuerbeständigkeitsgrad von mindestens 1/2 Stunde auf.

§ 3. Die bewohnten Räume verfügen über einen von der Werkstatt unabhängigen Zugang.

Art. 4 - Die Entstaubungsanlagen und deren Umgebung sind zugänglich. Sie werden in Betriebszustand gehalten.

KAPITEL III — Betrieb

Abschnitt 1 — Werkstatt

Art. 5 - § 1. Um die Nachbarn nicht zu stören, werden das Sägemehl, die Späne oder Staube, die auf die Betriebstätigkeit zurückzuführen sind:

1° entweder dort, wo sie erzeugt werden, abgesaugt, in Säcke oder sonstige Behälter eingepackt und in einem geschlossenen Raum gelagert oder aber direkt einem luftdicht verschlossenen Silo zugeführt,

2° oder in feuchtem Zustand in Lager gebracht.

Der vorliegende Paragraph ist nicht auf die in der freien Luft aufgestellten Lager anwendbar.

§ 2. Die brennbaren Abfälle und die Reinigungslappen werden in einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Behälter gelagert und regelmäßig entfernt, ohne in der Umgebung verstreut zu werden.

Art. 6 - Die unmittelbare Umgebung des Orts, wo das Sägemehl, die Späne und Staube gelagert werden, sowie die Wege, Lade- und Entladeflächen, werden regelmäßig gereinigt.

Abschnitt 2 — Holzlager

Art. 7 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts sind auf alle Holzlager anwendbar, die nicht in der Rubrik 63.12.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind.

Art. 8 - Falls sich das Holzlager in der freien Luft befindet, so ist es mindestens zwei Meter von jedem Nachbaranwesen entfernt. Diese Entfernung wird horizontal gemessen. Falls diese Entfernung nicht eingehalten werden kann, so muss in der Umweltgenehmigung eine Sicherheitsvorrichtung vorgesehen werden.

Die Stabilität der draußen befindlichen Holzhaufen muss gewährleistet sein.

Art. 9 - Der Raum für die Lagerung des Holzes darf nicht unterhalb oder innerhalb eines Gebäudes oder eines Raums liegen, in dem sich ein Lager für entzündbare Stoffe befindet.

Der Abstand zwischen dem Raum für die Lagerung des Holzes und jedem betriebsfremden Gebäude ist ggf. Gegenstand von Sonderbedingungen. Dieser Abstand kann durch die Aufstellung einer Schutzwand verringert werden.

Diese Schutzwand dient zum Bremsen der Feuerausbreitung im Falle eines Brands im Holzlager und ist aus Materialien hergestellt, die eine Feuerbeständigkeit von mindestens einer Stunde aufweisen.

Die Schutzwand hat eine Mindesthöhe von zwei Metern und ist mindestens 50 cm höher als die Holzstapel.

Art. 10 - Alle Maßnahmen werden getroffen, um eine Verbreitung von Insekten oder Nagetieren zu verhindern.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 11 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 12 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

Art. 13 - § 1. Die Einführung von brennbaren Flüssigkeiten in die Werkstatt muss so weit wie möglich von Feuerungen oder Hitzequellen erfolgen.

§ 2. Die Lagerung von entzündbaren Flüssigkeiten im Holzlager ist untersagt.

Art. 14 - Das Verbot von offenen Feuern und das Rauchverbot werden in allen Räumen des Betriebs anhand der verordnungsmäßigen Piktogramme angezeigt.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 15 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind auf das vorliegende Kapitel nicht anwendbar.

Art. 16 - Das vorliegende Kapitel ist auf die in den folgenden Rubriken erwähnten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar:

1° Nr. 20.20.01: Herstellung von Holzplatten wenn die installierte Leistung der Maschinen mehr als 20 kW beträgt;

2° Nr. 20.20.02: Herstellung von Holzplatten wenn die Produktionskapazität höher als 1 000 T/Tag ist,
und betrifft lediglich die Faserplattenherstellung.

Art. 17 - Bei der Probeentnahme von Regenwasser am Ablauf der Lagerzonen für die Rohstoffe des Betriebs müssen die durch das Königliche Institut für Meteorologie von Belgien bestimmten außergewöhnlichen Witterungsverhältnisse berücksichtigt werden. Es ist davon auszugehen, dass solche außergewöhnliche Witterungsverhältnisse einmal jährlich zurückkommen. In diesem Fall wird eine Überschreitung der folgenden Parameter um 50% über weniger als 24 Stunden erlaubt: BSB5, CSB, SS, TS.

Abschnitt 2 — Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

Art. 18 - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 5,5 und 8 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 8 oder unter 5,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 50 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 400 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 120 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an mit CCl_4 oder einem anderen perhalogenierten mit einer IR-Analyse kompatiblen Lösungsmittel extrahierbaren nicht polaren Kohlenwasserstoffen darf 5 mg/l nicht überschreiten;

7° der Gehalt an Gesamtdetergenzen darf 3 mg/l nicht überschreiten;

8° die Temperatur darf 30 °C nicht überschreiten;

9° in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann. Im Zweifelsfalle kann dies festgestellt werden, indem die Probe in einen Scheidestrichter geschüttet wird und nachher geprüft wird, ob die beiden Phasen in Betracht gezogen werden können;

10° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Stoffe, sowie jeglichen anderen Stoff in einer Konzentration, die sich direkt oder indirekt schädlich auf die menschliche Gesundheit, die Flora oder die Fauna auswirken kann, nicht enthalten. Die Betreiber sind gegebenenfalls verpflichtet, während ihres Antrags auf eine Umweltgenehmigung diesbezüglich zusätzliche Angaben zu liefern;

11° das abzuleitende Abwasser, das pathogene Organismen in solchen Verhältnissen enthält, dass es das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise verseuchen könnte, muss desinfiziert werden.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 19 - Die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers sind die Folgenden:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6 und 9,5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9,5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

3° der Gehalt der an mit Petrolether extrahierbaren Stoffe des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° die Temperatur darf 45 °C nicht überschreiten;

5° die Größe der Schwebstoffe darf 10 mm nicht überschreiten;

6° in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann. Im Zweifelsfalle kann dies festgestellt werden, indem die Probe in einen Scheidestrichter geschüttet wird und nachher geprüft wird, ob die beiden Phasen in Betracht gezogen werden können;

7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;

8° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Stoffe, sowie jeglichen anderen Stoff in einer Konzentration, die sich direkt oder indirekt schädlich auf die menschliche

Gesundheit, die Flora oder die Fauna auswirken kann, nicht enthalten. Die Betreiber sind gegebenenfalls verpflichtet, während ihres Antrags auf eine Umweltgenehmigung diesbezüglich vollständige Angaben zu liefern.

Unterabschnitt 3 — Bezugsvolumen

Art. 20 - Das Bezugsvolumen beträgt:

- 1° 18 m³ pro Tonne der gefertigten Erzeugnisse (in offenem Kreislauf);
- 2° 0,1 m³ pro Tonne der gefertigten Erzeugnisse (in geschlossenem Kreislauf).

KAPITEL VI — Luft

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 21 - Das unbehandelte Restholz, d.h. die Stücke aus natürlichem Holz - einschließlich der Rinde - oder die komprimierten Briketts aus Spänen und Sägemehl, unter Ausschluss jegliches angestrichenen, lackierten, verdichteten, verbesserten oder mit Konservierungsprodukten (einschließlich zum Brandschutz) behandelten Holzes, kann lediglich zur energetischen Verwertung als Brennstoff verwendet werden.

Der vorige Absatz beeinträchtigt keinesfalls die Möglichkeit für den Betreiber, über eine Anlage zu verfügen, in der bestimmte Kategorien von Abfällen, die nicht diejenigen sind, die im vorigen Absatz erlaubt sind, verbrennt werden können, insofern er die für diese Anlage erforderliche Genehmigung erhalten hat.

Die Verbrennung von Sägemehl und Spänen in Fässern und Holzöfen ist untersagt.

Art. 22 - Die Ausstöße in die Atmosphäre müssen mindestens ein Meter oberhalb des Niveaus des höchsten Dachfirstes des Gebäudes stattfinden, in dem sich die Werkstatt befindet, und mindestens ein Meter oberhalb des Pegels des höchsten Dachfirstes der Gebäude, die sich in einem Abstand von weniger als 15 Metern zum Schornstein befinden.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Herstellung von Holzplatten

Art. 23 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts sind auf die Betriebe anwendbar, die in den Rubriken 20.20.01 und 20.20.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind.

Art. 24 - Die Absaugluft des Sägemehls, der Späne oder Staube fließt durch eine Entstaubungsvorrichtung ehe sie nach außen ausgestoßen wird; diese Entstaubungsvorrichtung ist derart konstruiert, dass die Gesamtstaubkonzentration in den Abgasen, die in die Atmosphäre ausgestoßen werden, 50 mg/Nm³ nicht übersteigt.

Was die Ausströmungen betrifft, die von den Schleifmaschinen her stammen, wird dieser Wert auf 10 mg/Nm³ heruntergebracht.

Diese Grenzwerte - die sich auf die Normalbedingungen laut Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe beziehen - müssen eingehalten werden, ohne dass eine Verdünnung stattfindet außerhalb deren, die für die gute Arbeitsweise der Anlagen erforderlich ist.

KAPITEL VII — Lärm

Art. 25 - Wenn sich der Betrieb in einem Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter befindet, ist jegliche Arbeit mittels Maschinen sowie jegliches Hämmern oder Nageln zwischen 19:00 und 7:00 Uhr sowie am Samstag nachmittag, am Sonntag oder an Feiertagen untersagt.

In den Sonderbedingungen kann von dem vorigen Absatz abgewichen werden, insofern sie die Beachtung der allgemeinen Bedingungen in Sachen Lärm ermöglichen.

KAPITEL VIII — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 26 - Der Betreiber hält die von den Organen und Dienststellen, die die in Art. 11 und 12 der vorliegenden Bedingungen vorgeschriebenen Kontrollen durchgeführt haben, erstellten Berichte zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

KAPITEL IX — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 27 - Der Königliche Erlass vom 4. September 1985 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus den Anlagen zur Herstellung von Holzfaserplatten in das gewöhnliche Oberflächenwasser wird außer Kraft gesetzt.

Art. 28 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz sind die Artikeln 3 und 4 spätestens am 1. Januar 2007 auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung vom ersten Absatz kann die zuständige Behörde den bereits bestehenden Betrieb weniger strengen Bedingungen als den vorliegenden Bedingungen unterwerfen, insofern durch diese Bedingungen die Zielsetzung des Artikels 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erreicht werden kann.

Art. 29 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1896

[C — 2003/27327]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de werkplaatsen voor houtbewerking en vervaardiging van houtartikelen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.294/4, uitgebracht op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de werkplaatsen voor houtbewerking en vervaardiging van houtproducten bedoeld in de rubriek 20 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, met uitzondering van rubriek 20.10.02 betreffende houtimpregnatie.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder bestaande inrichting : elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is aangeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en na indiening van een vergunningsaanvraag tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. § 1. Elke werkplaats die ingericht wordt in een gesloten lokaal naast een ruimte die als woning dient, wordt ervan gescheiden door muren, plafonds, wanden die minstens één uur brandbestendig zijn.

§ 2. De deuren tussen de bewoonde lokalen en de werkplaats of de houtopslagplaats gaan automatisch dicht en zijn minstens een half uur brandbestendig.

§ 3. De bewoonde lokalen hebben een onafhankelijke toegang tot de werkplaats.

Art. 4. De ontstoffingsinstallaties en de rechtstreekse omgeving ervan zijn toegankelijk. Ze worden in staat van werking gehouden.

HOOFDSTUK III. — Exploitatie**Afdeling 1. — Werkplaats**

Art. 5. § 1. Om de aanwonenden niet te hinderen worden het zaagsel, de schaafkrullen en de stofdeeltjes :

1° hetzij opgezogen op de plaats waar ze voortgebracht worden, verzameld in zakken of in andere recipiënten en opgeslagen in een gesloten lokaal of rechtstreeks afgevoerd naar een hermetische silo;

2° hetzij in vochtige staat naar opslagplaatsen gebracht.

Deze paragraaf is niet van toepassing op werkplaatsen in de openlucht.

§ 2. Brandbare afval en poetsdoeken worden opgeslagen in een daartoe bestemde recipiënt en regelmatig afgevoerd zonder verspreiding in de buurt.

Art. 6. De onmiddellijke omgeving van de plaats waar zaagsel, schaafkrullen of stofdeeltjes worden opgeslagen, alsook de wegen, laad- en losruimten worden regelmatig gereinigd.

Afdeling 2. — Houtopslagplaats

Art. 7. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op elke houtopslagplaats die niet opgenomen is in rubriek 63.12.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 8. De houtopslagplaatsen in de openlucht bevinden zich op twee meter van elke aangrenzende eigendom. De afstand wordt horizontaal gemeten. Als die afstand niet in acht kan worden genomen, legt de milieuvergunning een veiligheidsvoorziening op.

De buiten gelegen houtstapels worden stevig aangelegd.

Art. 9. Het hout mag niet opgeslagen worden onder of in een gebouw of een lokaal waar zich ontvlambare brandstoffen bevinden.

De afstand tussen het lokaal waar hout opgeslagen wordt en elk gebouw dat niet deel uitmaakt van de exploitatie, is eventueel het voorwerp van bijzondere voorwaarden. Die afstand kan verkleind worden d.m.v. een veiligheidsscherf.

Het veiligheidsscherf bestaat uit materialen die minstens één uur brandbestendig zijn en brandverspreiding afremmen in geval van brand in de houtopslag.

Het veiligheidsscherf is minstens twee meter hoog en steekt minstens 50 centimeter boven de houtstapels uit.

Art. 10. Alle maatregelen worden genomen om de woekering van insecten en de proliferatie van knaagdieren te voorkomen.

HOOFDSTUK IV. — Preventie van ongevallen en brand

Art. 11. Vóór de uitvoering van het project en bij elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhoudt, pleegt de uitbater via de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 12. Het materiaal voor brandbestrijding is in goede staat van werking, tegen vorst beschermd, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

Art. 13. § 1. In de werkplaats worden de ontvlambare vloeistoffen verwijderd van haarden of warmtebronnen.

§ 2. Het is verboden ontvlambare vloeistoffen op te slaan in de houtopslagplaats.

Art. 14. Het openvuurverbod en het rookverbod worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven in de lokalen van de inrichting.

HOOFDSTUK V. — Water

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 15. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet van toepassing op dit hoofdstuk.

Art. 16. Dit hoofdstuk is van toepassing op de installaties of activiteiten opgenomen in de rubrieken :

1° nr. 20.20.01 : Vervaardiging van houtpanelen als het geïnstalleerd vermogen van de machines 20 kW overschrijdt;

2° nr. 20.20.02 : Vervaardiging van houtpanelen als de productiecapaciteit 1 000 t/dag overschrijdt, en betreft slechts de nijverheid van vezelpanelen.

Art. 17. Bij de monsterneming van regenwater stroomafwaarts van de zones waar de grondstoffen van het bedrijf opgeslagen worden, wordt rekening gehouden met de buitengewone weersomstandigheden die het KMI bepaalt. Die weersomstandigheden worden geacht jaarlijks terug te komen.

In dat geval mogen de volgende parameters minder dan 24 uren met 50 % overschreden worden : DBO5, DCO, MeS, MS.

Afdeling 2. — Lozingsvoorraarden

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

Art. 18. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 5,5 en 8. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 8 of lager dan 5,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 50 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte mag niet hoger zijn dan 400 mg per liter.

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 120 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen, extraheerbaar in CCl₄ of met een andere perhalogeen oplosmiddel verenigbaar met de analyse per IR, is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan totale detergenten is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° representatieve monsters bevatten geen oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijflaag vormen. In geval van twijfel kan dat vastgesteld worden door het monster in een buikflesje te laten bezinken en door vervolgens na te gaan of beide fasen in aanmerking genomen kunnen worden;

10° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

11° het wordt ontsmet als de aanwezigheid van pathogene organismen besmettingsgevaar voor het ontvangende water oplevert.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

Art. 19. Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 9,5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9,5 of lager dan 6;

2° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

3° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;

4° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;

5° de zwevende stoffen zijn niet groter dan 10 mm;

6° representatieve monsters bevatten geen oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijflaag vormen. In geval van twijfel kan dat vastgesteld worden door het monster in een buikflesje te laten bezinken en door vervolgens na te gaan of beide fasen in aanmerking genomen kunnen worden;

7° het bevat geen ontvlambaar of ontplofbaar opgelost gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

8° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling 3. — Referentievolumes

Art. 20. Het referentievolume is :

1° 18 m³ per ton vervaardigd product (in open circuit);

2° 0,1 m³ per ton vervaardigd product (in gesloten circuit).

HOOFDSTUK VI. — Lucht

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 21. Afval van onbehandeld hout, d.w.z. stukken natuurlijk hout - schors inbegrepen - of samengeperste blokken van schaafkrullen en zaagsel, met uitsluiting van alle geverfd, gevernist, geperst of verbeterd hout, of van hout dat bewaarproducten bevat (ook brandwerende), mag uitsluitend in het kader van de energetische valorisatie als brandstof gebruikt worden.

Het vorige lid onneemt de exploitant de mogelijkheid niet om over een installatie te beschikken voor de verbranding van bepaalde andere soorten afval dan die bedoeld in het vorige lid, voorzover hij in het bezit is van de vergunning die vereist wordt voor dat type installatie.

Het is verboden zaagsel en schaafkrullen te verbranden in vaten en houtkachels.

Art. 22. Uitstoten in de lucht vinden plaats op minstens één meter boven het niveau van de top van het dak van het gebouw waar de werkplaats zich bevindt, en op één meter boven het niveau van de hoogste top van de daken van de gebouwen gelegen op 15 meter van de schoorsteen.

Afdeling 2. — Specifieke bepalingen voor de vervaardiging van houtpanelen

Art. 23. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de inrichtingen bedoeld in de rubrieken 20.20.01 en 20.20.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 24. Vooraleer naar buiten te worden afgevoerd, wordt de opgezogen lucht van zaagsel, schaafkrullen of stofdeeltjes langs een ontstoffingsvoorziening die ontworpen is zodat de concentratie van totale stoffen in de gaseffluenten die in de lucht worden uitgestoten, niet hoger is dan 50 mg/Nm³.

Voor effluenten van schuurmachines wordt die waarde tot 10 mg/Nm³ teruggestrubbecht.

Die grenswaarden - teruggebracht tot de normale voorwaarden bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot vastlegging van de algemene exploitatievoorraarden voor de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning - worden in acht genomen zonder andere dilutie dan die nodig is voor de vlotte werking van de installaties.

HOOFDSTUK VII. — Lawaai

Art. 25. Als de inrichting gelegen is in een woongebied of in een woongebied met een landelijk karakter, is het verboden de machines te gebruiken, te hameren of te spijkeren tussen 19 en 7 uur, op zaterdag namiddag, zondag en feestdagen.

HOOFDSTUK VIII. — Controle en zelftoezicht

Art. 26. De rapporten van de instellingen of de diensten die de krachtens de artikelen 11 en 12 van dit besluit voorgeschreven controles hebben uitgevoerd, worden door de exploitanten ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK IX. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 27. Het koninklijk besluit van 4 september 1985 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de lozing in gewoon oppervlaktewater van afvalwater uit de industriesector van de vezelpanelen wordt opgeheven.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het vorige lid zijn de artikelen 3 en 4 van toepassing op de inrichtingen die vóór 1 januari 2007 bestaan.

In afwijking van het eerste lid kan de bevoegde overheid de inrichting onderwerpen aan voorwaarden die niet zo streng zijn als deze voorwaarden voorzover de doelstelling bedoeld in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning gehaald wordt.

Art. 29. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET